ONEM/DP-NK/694/2024

8ème COMMUNAUTE DES EGLISES DE PENTECOTE EN AFRIQUE CENTRALE

CEPAC/Fida International

DRC HUMANITARIAN PROGRAMME

OFFRE D'EMPLOI – N°06/CEFI/DRC-HUM/2024-2025

1. DESCRIPTION DE L'ORGANISATION

Fida International est une organisation chrétienne non gouvernementale travaillant dans le domaine de la coopération au développement (y compris les actions de consolidation de la paix) et de l'aide humanitaire. Fida bénéficie d'un financement du ministère des Affaires étrangères de Finlande (MAE) depuis 1974. Le MAE de Finlande est également le plus grand donateur de Fida et, par conséquent, la politique de développement, les principes prioritaires et les directives humanitaires de la Finlande sont importants pour la coopération au développement et l'aide humanitaire de Fida. Les principes directeurs de l'action finlandaise sont définis dans la Politique humanitaire de la Finlande, la Ligne directrice concernant l'aide humanitaire et l'utilisation des fonds, et le Consensus européen sur l'aide humanitaire (https://um.fi/humanitarian-aid). Fida s'engage aussi à respecter les principes de la bonne action humanitaire et de l'initiative Grand Bargain. Tout d'abord, Fida est un acteur humanitaire professionnel opérant dans des zones de crises prolongées et oubliées, conformément aux Principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Fida vise à renforcer la résilience des personnes dans les crises prolongées, à fournir des conditions préalables au développement durable et à défendre la dignité humaine. Fida travaille avec les partenaires locaux à long terme, qui possèdent un savoir-faire local qui apporte une valeur ajoutée à son intervention humanitaire. L'objectif principal est de contribuer à sauver des vies, à renforcer l'inclusion et le bien-être psychosocial de personnes affectées par des crises. Les domaines d'expertise de Fida en matière de prise en *"charge psychosociale"* et d'*"inclusion"* sont intégrés dans toutes ses réponses humanitaires, notamment dans les secteurs des articles non alimentaires [NFis], de l'éducation en situation d'urgence [EiE], de la sécurité alimentaire [SECAL] et des Soutien Psychosocial [PSS].

Depuis 2008, Fida International travaille en Partenariat avec la Communauté des Eglises de Pentecôte en Afrique Centrale (8e CEPAC) dans l'exécution des projets humanitaires, et depuis 2018 dans l'execution des Projets de Développement dans les provinces en RD Congo. C'est en 2023 que Fida International est enregistré en RDC sous la denomination "Fida RDC", branche nationale de Fida Interntional ayant son siege [bureau national] à Goma, Province du Nord-Kivu [Numéro 109, Av. Uvira, Q. Himbi, Commune Goma].

Et dans c'est dans ce cadre que Fida RDC cherche à engager un Conseiller juridique conformement à ses programmes 2024-2025.

2. Titre du poste	**Conseiller Juridique**
3. Lieu d'affectation	**Goma**
4. Type d'emploi	CDD (Contrat à Durée Déterminée), 8 mois

5. Catégorie	Temps partiel
6. Horaire de travail	08h00 à 17h00, du Lundi à Vendredi.
7. Superviseur direct	Directeur Pays
8. Dépendants professionnels	----------
9. Date d'entrée en fonction	01/07/2024

10. Collaboration avec d'autres services

Le Conseiller Juridique doit collaborer avec les autres services de Fida RDC et de Programmes Hum. et Dev. CEPAC/Fida dans les limites de ses attributions, dans le respect de la chaine de communication telle que tracée dans l'organigramme et selon le besoin.

11. Place du poste au sein de l'organisation

Ce poste s'inscrit dans le cadre de Projet Humanitaire et de développement exécutés par la CEPAC en partenariat avec Fida International dans les provinces du Nord et Sud-Kivu et dans la province du Tanganyika.

12. Responsabilités et tâches principales

Sous l'autorité directe du Directeur Pays, le Conseiller Juridique est chargé de fournir des conseils à Fida et à la CEPAC pour assurer la conformité légale de leurs démarches, minimiser les risques judiciaires ou les aider à faire valoir leurs droits. Il informe sur les procédures et les recours juridiques mobilisables, aide au règlement de contentieux et vérifie le respect des dispositions légales, conventionnelles ou réglementaires.

Les tâches principales dans cette responsabilité sont :

- **Fournir des conseils juridiques :** Le conseiller juridique est chargé de fournir des conseils juridiques à Fida et à la CEPAC sur des questions juridiques variées, telles que le droit des contrats, le droit du travail.
- **Analyser les risques juridiques :** Il doit évaluer les risques juridiques auxquels son employeur pourrait être exposé et proposer des mesures pour les atténuer ou les éviter.
- **Rédiger et négocier des contrats :** Le conseiller juridique est souvent chargé de rédiger ou soutenir le service en charge, examiner et négocier des contrats, des accords et d'autres documents juridiques pour protéger les intérêts de l'entreprise ou de l'organisation.
- **Représenter l'entreprise en justice** : En cas de litige, le conseiller juridique peut être amené à représenter l'entreprise devant les tribunaux ou à travailler avec des avocats externes pour défendre les intérêts de l'entreprise.
- **Assurer la conformité légale** : Il doit s'assurer que l'entreprise respecte toutes les lois et réglementations en vigueur dans ses activités et proposer des actions correctives si nécessaire.
- **Former le personnel :** Le conseiller juridique peut être chargé de former le personnel sur les questions juridiques pertinentes pour leur travail et de les sensibiliser aux risques potentiels.
- **Gérer les relations avec les autorités juridiques :** Il peut être amené à interagir avec les autorités gouvernementales, les organismes de réglementation ou d'autres parties prenantes sur des questions juridiques spécifiques.

En résumé, le conseiller juridique joue un rôle clé dans la gestion des questions juridiques au sein de l'organisation, en fournissant des conseils, en analysant les risques, en rédigeant des contrats, en représentant la maison en justice et en veillant à la conformité légale.

Conditions pour postuler au poste

Les conditions à remplir par les candidatures au poste de conseiller juridique sont

- Etre détenteur d'un diplôme de licence ou être master en droit ;

- Avoir au moins une expérience de cinq ans dans le domaine de conseiller juridique,
- Faire partie d'un cabinet juridique bien connu,
- Solides compétences analytiques et de recherche.
- Bonnes compétences interpersonnelles et de communication.
- Capacité à travailler en équipe et individuellement.
- Capacité à travailler de longues heures en cas de besoin ;
- Capacité à travailler de manière autonome et en équipe.
- Bonne connaissance des enjeux liés au développement international.

Autres compétences requises :

- Maitrise de la législation sociale et du code de travail congolais
- Maitrise du Français (Parlé et écrit) et des langues locales parlées à son lieu d'affectation
- Maitrise de l'anglais est un atout
- Compétence en informatique : Word, Excel (obligatoire) et au moins un logiciel
- Etre capable de s'autogérer et de gérer les conflits
- Etre flexible (Accepter de travailler sous pression et même en dehors des heures de service).
- Endurance physique et un cœur dur
- Etre de nationalité congolaise et habiter la ville de Goma.
- Etre capable de travailler dans un environnement multiculturel et les zones sous conflits (guerres)

13. Mode de présentation et de dépôt de candidature

- **Contenu du dossier de candidature**

Le dossier de candidature doit contenir :

1. Une lettre de demande d'emploi adressée au Directeur Pays de Fida RDC à Goma.
2. Le CV actualisé (3 Pages maximum)
3. Photocopie du dernier diplôme obtenu et celles des brevets ou certificats d'autres formations faites,
4. Photocopies des attestations de services rendus,
5. La copie de la carte d'électeur ainsi que la copie de la carte de demandeur d'emploi de l'ONEM pour les sans emploi.

- DÉPÔT DES CANDIDATURES

Les dossiers de candidats seront envoyés par Courrier électronique **TOUT EN UN SEUL FICHIER PDF** à l'adresse **faizi.welongo@fida.fi** avec copie à **ayuba.aluheba@fida.fi** plus tard le **18/06/2024 à 16h59' avec comme objet : Candidature ton nom suivi par Conseiller Juridique-Fida RDC Goma**

14. Précisions additionnelles

- La publication de cet appel d'offre se fera par affiche et sur des voies d'internet (via les réseaux sociaux)
- Seules les candidatures remplissant les conditions seront pre-sélectionnées pour les tests.
- Les candidatures féminines remplissant les conditions sont vivement encouragées.
- Ne seront considérées et présélectionnées que les candidatures envoyées dans le délai et suivant le mode de présentation ci-dessus prescrit.
- Les candidats présélectionnés seront contactés et/ou invités pour le test de recrutement par voie électronique (email) et/ou téléphonique.

- Chaque candidat devra présenter, au minimum deux personnes de référence

Fait à Goma, le 11/06/2024

Rév. WELONGO FAIZI II

Directeur Pays - Fida RDC